

pax christi international

Mouvement international catholique pour la paix
International Catholic Peace Movement

Représentation auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Representation at the United Nations Office in Geneva

PXI-DH-149

28.8.85

3, rue Argand
CH-1201 Genève

Téléphone 022/32 21 41
Telex 427993 txc-ch att. pax christi
C.c.p. 12-10145 Genève

Sous-Commission de la lutte contre les mesures
discriminatoires et de la protection des minorités
39e session, 1985

point 15 de l'ordre du jour : "Elimination de toutes les
formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la
religion ou la conviction".

Madame la Présidente,

Pax Christi, mouvement catholique international pour la paix, fondé pendant la seconde guerre mondiale dans le but de travailler à la réconciliation entre les peuples, ne peut laisser passer le point 15 de l'ordre du jour, sans appuyer brièvement, mais néanmoins pleinement, la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale en 1981, et féliciter le Centre des Droits de l'Homme de l'initiative prise en décembre dernier de promouvoir, à travers un séminaire, la compréhension, la tolérance et le respect des domaines couverts par la Déclaration. Nous notons avec intérêt le vœu exprimé dans le document E/CN.4/SUB.2/1985/28 de voir les ONG jouer un rôle actif dans la promotion de la liberté de religion ou de conviction.

Pour Pax Christi, la déclaration de l'élimination de toutes les formes d'intolérance comprend deux éléments majeurs, soit la non discrimination fondée sur la religion, et celle basée sur la conviction. Pour la liberté religieuse, le Pape Jean Paul II l'a qualifiée dans son message à la 14e journée mondiale de la paix, en 1981, comme "la première et la plus fondamentale, celle qui est la relation de l'homme à Dieu

exprimée dans ses convictions religieuses. La liberté religieuse devient ainsi la base des autres libertés." De même, le Saint Père vient de déclarer au corps diplomatique réuni en son honneur à Yaoundé : "dernière injustice, celle des atteintes à la liberté religieuse, les brimades dans l'exercice du culte, l'expulsion ou le non accueil des missionnaires, la discrimination à l'égard des fidèles. Ces déviations traduisent la peur et le manque de maturité. Elles déshonorent ceux qui les instaurent".

Il est dès lors accablant de voir combien d'êtres humains ont eu à souffrir - et souffrent encore aujourd'hui - de l'intolérance ou de la persécution religieuse, et assistent impuissants à la destruction de leurs lieux de culte. Près de 2000 ans d'histoire chrétienne ont vu tant de groupes humains objets de persécution : les premiers chrétiens d'abord, les juifs, les arméniens ensuite. Plus près de nous, les journaux reflètent les vexations imposées à la communauté des Bahais, les chrétiens du Burundi connaissent de sévères restrictions et le peuple de Timor Est connaît la persécution religieuse systématique, pour ne citer que quelques exemples parmi tant d'autres. Certaines parties du monde, note le rapport de Mme Odio Benitez, sont privées encore de liberté religieuse - et ceci en dépit des articles apécifiques inclus dans la Déclaration Universelle, Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - tous les deux signés ou ratifiés amplement - et la Déclaration adoptée en 1981.

Quant au deuxième aspect, celui de la conviction, il comprend par extension le vaste problème de l'objection de conscience. Pax Christi a eu l'occasion de s'exprimer à ce sujet devant la Commission des Droits de l'Homme à l'occasion de l'examen du rapport de MM Eide et Mubanga-Chipoya, en février dernier. Aussi me limiterai-je à résumer brièvement notre position, pour respecter les impératifs de temps de la Sous-Commission. Pax Christi se fait l'avocat de la non violence. Notre mouvement recherche les alternatives non violentes aux actes d'armement et de guerre, considérant que la sagesse morale veut que les conflits soient résolus par des moyens tels le dialogue, la compréhension

et l'assistance mutuelle. Des alternatives aux guerres de plus en plus fratricides et meurtrières s'imposent de toute urgence. Pax Christi respecte et encourage la maturité de ceux qui sont prêts à risquer leur carrière, leur réputation de citoyens, voire même leur liberté, à cause de leurs convictions. Ce sont les artisans d'une nouvelle humanité. Tous les gouvernements devraient appuyer leurs efforts et aplanir les difficultés d'ordre législatif, administratif ou pratique. / Le Vatican a pris position sur ce point en 1965 en affirmant dans le document Gaudium et Spes "qu'il semble équitable que des lois pourvoient avec humanité aux cas de ceux qui, pour des motifs de conscience, refusent l'emploi des armes, pourvu qu'ils acceptent de servir sous une autre forme la communauté humaine".

Je vous remercie, Madame la Présidente.